

« L'équipe de France du nucléaire » sans feuille de match, ni entraîneur

Paris le 14 juin 2010

Garantir la pérennité de l'industrie nucléaire

Face aux risques de démantèlement et de privatisation de la filière nucléaire civile française, la CGT-FO s'interroge et s'inquiète du refus du président de la République de diffuser le rapport Roussely. L'information qu'impose le sujet nécessite le respect des propositions émises, préalablement aux décisions politiques qui appartiennent à l'exécutif.

Auditionnée par la commission en mars dernier, la CGT-FO et les fédérations FO concernées rappellent leur attachement au développement et à la sécurisation de l'industrie nucléaire dans le cadre d'une véritable politique industrielle publique nationale ambitieuse de l'Etat.

L'augmentation des efforts de recherche et d'ingénierie, le développement du contrôle par la puissance publique et l'impératif de la sûreté et de la sécurité des personnels (sur tout le cycle de l'activité nucléaire, civile et militaire) et des citoyens doivent primer sur les questions de rentabilité ou de marchés. L'industrie nucléaire comporte des enjeux spécifiques qui nécessitent de garantir sa pérennité en la soustrayant aux aléas conjoncturels, aux marchés, aux conflits d'intérêt et aux enjeux de pouvoirs.

Pour un développement du modèle existant

L'Etat doit demeurer l'actionnaire majoritaire, voire unique, des entreprises de la filière, doit favoriser les partenariats, doit impulser les investissements et les axes de recherches dans le cadre d'une véritable politique nationale stratégique pour l'avenir, notamment pour défendre le positionnement de la filière à l'international.

Dans le respect des modèles existants, des statuts et des conventions collectives en vigueur, un travail prospectif global de la puissance publique en faveur de la formation et du recrutement est indispensable, ainsi qu'une volonté politique de renforcer la sécurité, d'améliorer les conditions sociales de tous les salariés (du public et du privé) concernés directement ou indirectement par les activités nucléaires.

Plutôt que de vouloir imposer un capitaine à une « équipe de France du nucléaire » et renforcer certains conflits existants, l'Etat doit définir un positionnement cohérent de tous et de chacun et piloter la filière en véritable entraîneur.